

# DISPOSITIF DE SOUTIEN À L'EMPLOI DANS LE SECTEUR DE L'ÉDITION PHONOGRAPHIQUE

Dénomination, raison sociale : \_\_\_\_\_

SIRET : [ | | | | | | | | | | | | | | | | ]

Titre du projet : \_\_\_\_\_

## DECLARATION SUR L'HONNEUR

Aides « de *minimis* » octroyées et à venir

Je soussigné.e, \_\_\_\_\_ (nom et prénom), représentant.e légal.e en qualité de \_\_\_\_\_ de **[L'association / la société / la collectivité territoriale / l'établissement public / le GIP / le GIE]** (nom et n° SIREN) \_\_\_\_\_, entreprise unique au sens de la définition figurant à l'article 2.2 du règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* atteste sur l'honneur :

n'avoir reçu aucune aide *de minimis* durant les trois derniers exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration ;

avoir reçu, ou demandé mais pas encore reçu, des aides *de minimis* et que la liste ci-dessous comporte l'ensemble des aides publiques obtenues ou demandées en application du règlement (UE) n°1407/2013 du 18 décembre 2013 relatif aux aides *de minimis* au cours des deux derniers exercices fiscaux et de l'exercice fiscal en cours ou du règlement CE n° 360/2012 du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux aides *de minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général au cours des deux derniers exercices fiscaux et de l'exercice fiscal en cours.

	Date d'attribution ou de demande de l'aide	Nom du dispositif d'aide	Organisme financeur	Montant des aides (cet exercice et les deux précédents)	TOTAL
Aide « <i>de minimis</i> 1407/2013 » obtenue					
Demande d'aide en cours de traitement « <i>de minimis</i> 1407/2013 »					
Aide « <i>de minimis</i> 360/2012 » obtenue					
Demande d'aide en cours de traitement « <i>de minimis</i> 360/2012 »					

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Nom, prénom et qualité du signataire  
Signature du représentant légal et cachet de l'entité